

imposé au budget et au programme de développement nationaux par la pression d'une si grande masse de population additionnelle.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Il va sans dire, monsieur l'Orateur, que c'est le cœur lourd que j'ai écouté la déclaration du ministre. Je partage avec lui et tous les députés un sentiment profond de regret face aux événements de ces derniers jours sur le sous-continent indien.

Naturellement, nous nous inquiétons particulièrement du bien-être et de la sécurité de nos ressortissants dans la région. Je suis particulièrement désolé que l'évacuation innocente et nécessaire de civils ait parfois donné lieu à certains actes hostiles, non seulement aux endroits dont a parlé le ministre mais aussi à d'autres points d'évacuation. C'est regrettable et déplorable. J'espère qu'on ne nous signalera pas d'autres incidents malheureux de ce genre.

Depuis quelques mois, la situation ne permettait pas beaucoup d'optimisme. Nous aurions dû voir depuis longtemps les nuages s'amonceler au-dessus du sous-continent indien et nous attendre à une guerre comme celle que se livrent présentement ces deux pays. Un drame sévit depuis des mois sur le sous-continent. Le déclenchement des hostilités l'a élargi et lui a donné une dimension plus tragique, et qui sait à quel degré d'horreur la situation pourrait atteindre si le conflit se poursuit.

La situation est d'autant plus tragique, à mon sens, que les pays en cause sont des États amis, des États du Commonwealth. Nous craignons de voir la situation empirer. Le fardeau que devait supporter l'Inde était lourd. Pourtant, sans être ni pacifiste ni colombe, je ne puis croire que, de nos jours, la guerre soit une solution à des problèmes de ce genre. Le monde n'a peut-être pas compris l'ampleur du problème. La communauté internationale aurait peut-être dû intervenir plus tôt. Il est maintenant trop tard pour juger le passé.

Nous sommes bouleversés par l'incapacité apparente du Conseil de sécurité à prendre des mesures efficaces, en vérité, monsieur l'Orateur, à prendre la moindre mesure pour régler ce terrible conflit qui met en cause tant de gens et qui, perspective sinistre, pourrait en impliquer beaucoup plus encore. La réunion du Conseil de sécurité, qui dure depuis des heures, se terminera apparemment par le recours au veto et dans la futilité. Nous ignorons s'il faudra passer du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale en employant la technique déjà appelée de la résolution d'union en faveur de la paix. J'espère que le ministre pourra nous en dire plus long au sujet du point de vue du gouvernement canadien à cet égard. J'espère aussi qu'il pourra nous en dire plus long sur les intentions du pays et de la délégation canadienne.

Je le remercie de sa déclaration. Je comprends qu'il ne peut pas nous en dire plus pour le moment, mais j'espère qu'il continuera d'informer la Chambre et le pays. Je puis l'assurer que tous mes collègues et, j'en suis sûr, tous les Canadiens qui ont à cœur le maintien de la paix dans le monde appuieront toute mesure que le gouvernement pourra prendre en vue de surmonter les frontières de la haine et d'atteindre aussi rapidement que possible ce qui est, à n'en pas douter, l'objectif essentiel à l'heure présente, à savoir la cessation des hostilités, c'est-à-dire la conclusion d'un cessez-le-feu.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, point n'est besoin de donner au secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'assurance que nous apprécions les efforts déployés de toute évidence par le gouvernement en vue

d'assurer la sécurité des ressortissants canadiens dans cette région et il n'est, je pense, pas davantage besoin de dire que nous nous rendons parfaitement compte de la complexité de la situation et du fait que, par la force des choses, le Canada ne peut qu'apporter une contribution limitée à la solution de ce problème politique et militaire.

En commentant la déclaration du ministre, je voudrais faire ressortir à quel point cette situation est grave, non seulement pour les populations immédiatement concernées, les peuples indien et pakistanais, mais encore pour la paix dans le monde. Ce n'est pas par hasard, monsieur l'Orateur, qu'il n'a pas été possible de parvenir à un consensus au sein du conseil de sécurité; cet état de choses est dû au fait que l'Union soviétique s'est rangée aux côtés de l'une des parties en cause, alors que la Chine continentale a décidé de prendre fait et cause pour la partie adverse, les États-Unis en étant encore à se demander à qui ils doivent au juste donner leur appui. C'est l'alignement des grandes puissances qui empêche le Conseil de sécurité de trouver une solution au problème et qui menace dangereusement l'avenir de la paix dans le monde.

Par votre entremise, monsieur l'Orateur, et sans présomption, j'espère, je préviens les peuples en cause dans ce sous-continent, que si la guerre dure très longtemps et attire les forces peut-être de la Chine d'une part et de l'Union soviétique de l'autre, ou l'accélération de l'aide militaire de part et d'autre, alors nous aurons franchi un pas de plus vers la guerre; le danger de destruction nucléaire deviendra aussi grave qu'il l'a jamais été depuis la fin de la dernière guerre. C'est pourquoi, sans vouloir faire un drame de la chose, monsieur l'Orateur, j'estime que le gouvernement du Canada devrait se demander très sérieusement si la question ne devrait pas, au lieu de rester entre les mains du Conseil de sécurité dont les efforts ont été futiles, être soumise à l'Assemblée générale où il n'y a pas de droit de veto et où la communauté internationale saura peut-être prendre des mesures pour favoriser la paix dans cette région.

Il est important de se rappeler, je pense, que l'éclatement de cette guerre découle des conflits qui, pendant de nombreuses années, ont été particulièrement avivés par la politique américaine à courte vue qui remonte à 1958, ou aux environs de cette année-là, lorsque la déclaration de non alignement de l'Inde a suggéré à M. Dulles et à ses collaborateurs à Washington que le Pakistan devait être renforcé militairement. Il y a aussi lieu de se rappeler que la guerre s'est produite en raison de la mesure entièrement injustifiable prise par M. Yahya, chef du gouvernement du Pakistan occidental, contre la ligue Awami, qui avait remporté tous les sièges au Pakistan oriental et certains sièges au Pakistan occidental lors de l'élection tenue démocratiquement dans ce pays, refusant au cheik Mujib de devenir le chef du gouvernement de tout le Pakistan comme l'exigeait l'élection. Loin de le faire, il a imposé un gouvernement militaire, mis hors la loi la ligue Awami et emprisonné non seulement le cheik Mujib, mais d'autres également. Dans notre désir de voir la guerre se terminer par un cessez-le-feu,—ce à quoi les membres de mon parti tiennent tous autant que n'importe qui à la Chambre ou que n'importe quel citoyen du Canada—nous ne devrions pas oublier ce que Yahya Kahn a fait à la démocratie du Pakistan et à la population du Pakistan oriental et nous ne devrions prendre aucune mesure qui puisse nuire à la liberté et à l'avenir des Pakistanais de l'Est.